



ECONEWS

NEWSLETTER

N° 3/2014

20 mai 2014

La productivité par tête la plus élevée de l'UE-15 2

Une économie en mutation et en quête de main d'œuvre hautement qualifiée 4

Personne de contact :

M. Sylvain Hoffmann
T. : 27 494 200
sylvain.hoffmann@csl.lu

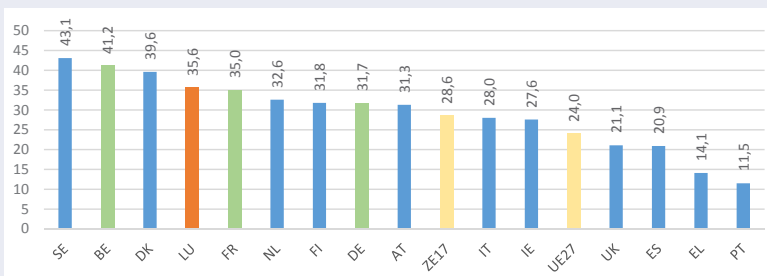


DES COÛTS DU TRAVAIL TROP ÉLEVÉS AU LUXEMBOURG ?

Selon un communiqué de l'Office statistique allemand (Destatis), le coût du travail dans l'économie marchande¹ au Luxembourg s'élève à 35,6 euros de

l'heure. De ce fait, le Luxembourg est le quatrième pays de l'Union européenne dans le classement selon le coût du travail.

Coût horaire du travail en euros dans l'UE-15, économie marchande, 2013

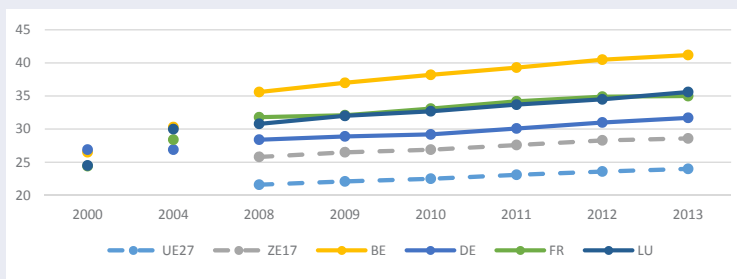


Sources : Destatis, Eurostat

Si l'on retrace l'évolution dans le temps de cet indicateur, le Luxembourg n'apparaît pas vraiment comme un cas aberrant. En effet, le coût du travail n'y

est pas beaucoup plus élevé qu'en Allemagne, et reste au niveau de la France et même en-dessous du coût horaire du travail belge.

Évolution du coût horaire du travail au Luxembourg et dans les pays voisins, économie marchande



Source : Eurostat

¹ C'est-à-dire les branches d'activité correspondant aux codes Nace Rév. 2 B à N : Industrie ; Construction ; Commerce ; Transport ; Hébergement et activités de restauration ; Information et communication ; Activités financières et d'assurance ; Activités immobilières ; Activités spécialisées, scientifiques et techniques ; Activités de services administratifs et de soutien.

Il convient de relever également que, pour ce qui concerne l'industrie, le Luxembourg se situe seulement à la neuvième place de l'Union européenne avec un coût horaire de 30,90 euros, légèrement au-dessus de la moyenne de la zone euro (30,70 euros), mais largement en dessous de ses pays voisins : Belgique : 42,60 euros ; France : 36,79 euros ; Allemagne : 36,20 euros.

Le Luxembourg connaît donc un niveau de coûts horaires du travail qui est, au mieux, légèrement plus élevé que celui de ces principaux partenaires commerciaux, voire en dessous en ce qui concerne le secteur industriel². Il convient également de préciser que la structure des exporta-

tions luxembourgeoises diverge fortement de celle de ses pays voisins.

Les résultats affichés ci-avant ne sont toutefois pas sans cacher des particularités de l'économie luxembourgeoise susceptibles d'expliquer cette situation. Comme nous le montrerons dans la suite de ce document, cette situation peut notamment s'expliquer par les deux facteurs suivants :

1. le Luxembourg connaît le niveau de productivité par tête le plus élevé d'UE-15,
2. le développement de certaines branches d'activité requiert des travailleurs hautement qualifiés, avec, pour conséquence,

une tendance à la hausse des coûts du travail moyens dans l'économie marchande.

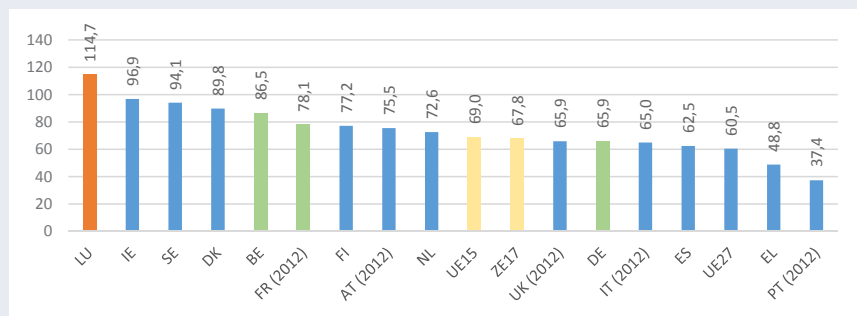
Malgré ces coûts du travail qui peuvent a priori sembler élevés, les coûts salariaux unitaires réels restent à un très bas niveau par rapport aux autres États-membres de l'UE-15 et l'emploi intérieur continue sa progression, quoique à un rythme un peu plus modéré qu'avant la crise.

1. La productivité par tête la plus élevée de l'UE-15

En premier lieu, il est important de relativiser le coût du travail en comparant la productivité des travailleurs luxembourgeois à celle de leurs collègues d'autres pays de l'Union européenne. Pour cela,

on peut se référer au rapport entre valeur ajoutée brute (VAB) et nombre d'emplois pour déterminer combien de richesse est produite par chaque travailleur.

Productivité du travail (VAB/nombre d'emplois intérieurs) dans l'UE-15, économie marchande, 2013



Source : Eurostat, calculs CSL

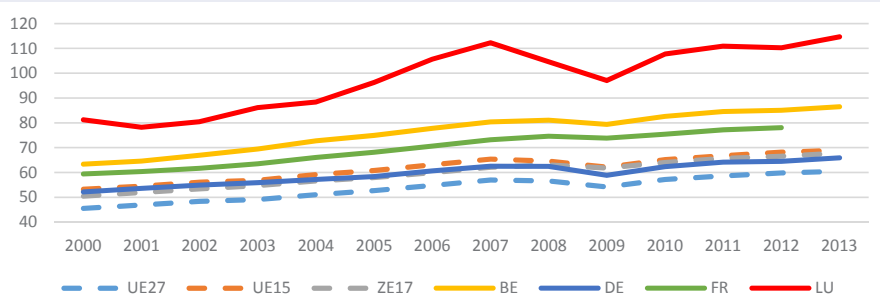
De ce point de vue, le Luxembourg se place largement en tête du classement des pays de l'UE-15, et fait même presque deux fois mieux que l'Allemagne.

Si l'on compare l'évolution de cet indicateur pour le Luxembourg et les pays voisins, force est de constater que, sauf au plus fort de la crise économique de

2008/2009, la productivité luxembourgeoise croît nettement plus rapidement que celle des autres pays.

² Selon les données du Statec, 56% des exportations luxembourgeoises en 2013 étaient à destination de l'Allemagne, la Belgique et la France. Si on rajoute à ces pays l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la part monte à 68%.

Évolution de la productivité du travail au Luxembourg et dans les pays voisins, économie marchande, 2013



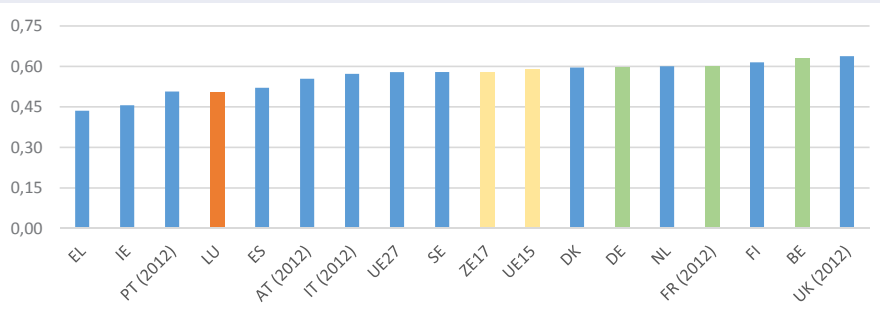
Source : Eurostat, calculs CSL

Si l'on rapporte le niveau de productivité par tête à la rémunération par salarié, c'est-à-dire si l'on calcule le coût salarial

unitaire (CSU) réel³, les bonnes performances de l'économie luxembourgeoise se confirment puisque le Luxembourg fait

alors partie des pays européens ayant le plus faible rapport entre rémunérations et productivité par tête.

Coûts salariaux unitaires réels dans l'UE-15, économie marchande, 2013



Source : Eurostat, calculs CSL

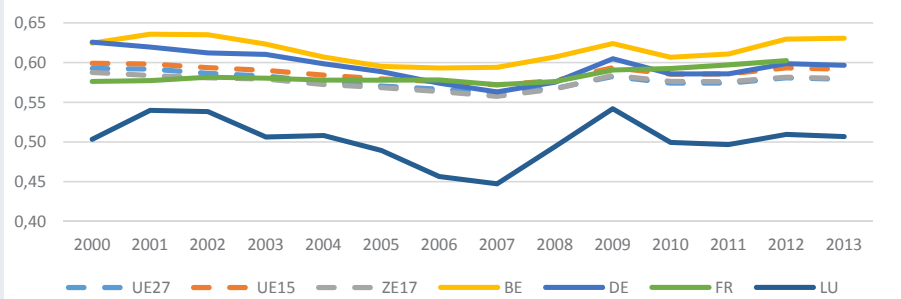
Cela signifie que, compte tenu de la richesse qu'ils créent, les travailleurs luxembourgeois coûtent nettement moins cher que la plupart des travailleurs des autres pays de l'UE-15.

Cette situation est loin d'être nouvelle, le CSU réel ayant même connu une baisse notable au cours des années d'avant-crise pour par la suite se stabiliser à son niveau du début des années 2000, tout en restant

toutefois bien en-deçà des niveaux connus dans les pays voisins.

3 Le CSU réel se calcule selon la formule :
$$\frac{\text{rémunération des salariés}}{\text{nombre de salariés}} \bigg/ \frac{\text{valeur ajoutée brute à prix courants}}{\text{nombre d'emplois}}$$

Évolution des coûts salariaux unitaires réels au Luxembourg et dans les pays voisins, économie marchande, 2013



Source : Eurostat, calculs CSL

2. Une économie en mutation et en quête de main-d'œuvre hautement qualifiée

Si la crise financière et économique récente n'est pas restée sans avoir d'impact sur le Luxembourg, force est de constater que l'économie nationale se porte plutôt

bien, à l'exception du problème structurel au niveau du chômage. En effet, les taux de croissance du PIB et de l'emploi restent encore élevés par rapport aux

autres pays de l'UE, quoique en-deçà de leurs moyennes des années de bonne conjoncture⁴.

Taux de croissance du PIB et de l'emploi, Luxembourg

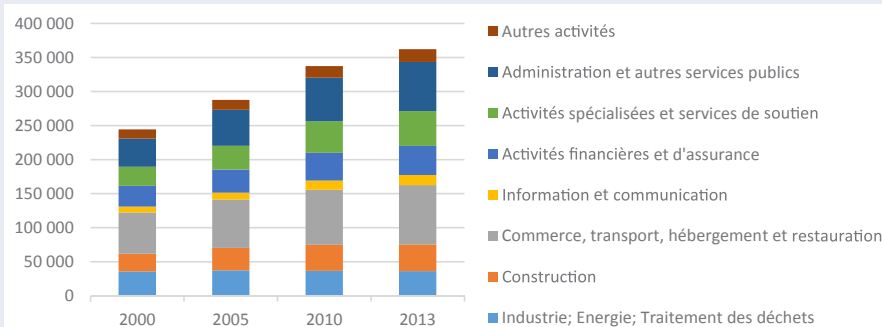
Année	1985-2012	2010	2011	2012	2013	2014
PIB (en volume)	4,2	3,1	1,9	-0,2	2,1	2,7
Emploi total intérieur	3,2	1,8	2,9	2,5	1,7	1,7

Source : Statec

Malgré un coût du travail considéré comme élevé par certains, l'emploi intérieur ne cesse

donc d'augmenter dans le Grand-duché.

Nombre d'emplois intérieurs selon les différentes branches d'activité, Luxembourg



Source : Statec

⁴ Rappelons que, comme la CSL l'a indiqué dans son analyse sectorielle de 2013, la croissance en volume au Luxembourg est largement sous-estimée du fait de problèmes de mesure de l'« effet prix » dans de nombreux secteurs.

La comparaison de l'évolution entre 2000 et 2013 du nombre d'emplois selon la branche d'activité, mène à la conclusion que toutes les branches d'activité ont connu une hausse considérable du

nombre de leur nombre de travailleurs. Un tel rythme de création d'emplois serait difficilement explicable si l'on part du principe que le coût du travail est trop élevé au Luxembourg. En effet, dans un tel

cas de figure, les entreprises auraient été réticentes à créer de nouveaux emplois, puisque ceux-ci ne se justifieraient alors pas du point de vue de la rentabilité.

Taux de croissance 2000-2013 de l'emploi intérieur selon la branche d'activité, Luxembourg

Branche d'activité		Taux de variation 2000-2013
Éco. marchande	Industrie ; Énergie ; Traitement des déchets	1,40%
	Construction	50,93%
	Commerce, transport, hébergement et restauration	43,75%
	Information et communication	70,70%
	Activités financières et d'assurance	40,36%
	Activités spécialisées et services de soutien	80,76%
	Administration et autres services publics	75,62%
Autres activités		37,04%
Ensemble		48,10%

Source : Statec, calculs CSL

Qui plus est, cette hausse de l'emploi a été plus marquée dans les branches d'activité requérant de la main-d'œuvre hautement qualifiée. Ces travailleurs n'étant pas disponibles en nombre suffisant au sein de la population nationale, les entreprises se

voient obligées de les attirer en offrant des conditions de travail et de rémunération avantageuses.

À noter que les secteurs ayant connu la plus forte hausse de l'emploi sont ceux qui ont été définis par le Gouvernement

comme étant prioritaires⁵ au cours des années à venir pour garantir un développement soutenable et plus équilibré de l'économie luxembourgeoise tout en réduisant la dépendance économique du pays à l'égard des activités financières.

Malgré des coûts du travail légèrement plus élevés que dans les autres pays de l'UE-15, les entreprises luxembourgeoises semblent globalement y trouver leur compte, comme en témoigne le dévelop-

pement considérable de l'emploi au cours de la dernière décennie et une croissance économique qui reste parmi les plus dynamiques d'Europe.

⁵ Entre autres, les priorités gouvernementales portent sur les éco- et biotechnologies (branche « Activités spécialisées et services de soutien ») ainsi que sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (branche « Information et communication »).